



- Communiqué de presse -

Paris, le 12 octobre 2010

## La politique d'assurance maladie contre les Français.

Alors que la branche maladie de la Sécurité sociale affiche un déficit de 11,4 milliards d'euros en 2010, et qu'il devrait être de la même ampleur l'an prochain, le PLFSS pour 2011 traduit une absence totale de courage sur l'enjeu majeur que constitue la sauvegarde d'un système d'assurance maladie universel et solidaire. Le gouvernement présente une série de recettes de poche, pour 2 milliards d'euros, qui auront principalement pour effet de pénaliser les usagers.

**Pourtant, comme le montre le sondage réalisé pour le CISS par l'institut Viavoice<sup>1</sup> :**

- ✓ Les Français pensent que les priorités de la réforme du système de santé doivent être :
  - en premier lieu de maintenir un bon niveau de remboursement par l'Assurance maladie,
  - puis de permettre une meilleure répartition des professionnels de santé sur l'ensemble du territoire,
  - et d'améliorer l'égalité d'accès aux soins.
- ✓ Surtout, ils sont **74% à affirmer que l'Etat doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que la Sécurité sociale rembourse le plus possible les dépenses de santé des Français**, contre seulement 20% qui pensent que *les Français doivent prendre davantage à leur charge les dépenses de santé compte tenu du déficit de la Sécurité sociale*.

Malgré ces constats répétés, le PLFSS 2011 se situe donc dans la droite ligne de ceux qui depuis plusieurs années réduisent le montant de la prise en charge par l'Assurance maladie et font le lit des **reports et renoncements aux soins auxquels déclarent avoir déjà été confrontés 36% des Français ces dernières années** (41% chez les femmes, 49% parmi les 25-34 ans, 44% des personnes en ALD et 51% des bénéficiaires de la CMU).

Dans le détail, les chiffres sont tout aussi significatifs :

- ✓ les **renoncements aux soins sont déclarés par 26% des Français** (38% chez les bénéficiaires de la CMU, 36% parmi les personnes dont les revenus du foyer sont inférieurs à 1.500 € nets/mois, 33% pour les personnes atteintes d'une affection longue durée, 32% c 25-34 ans) ;
- ✓ et les **reports de soins sont déclarés par 30% des Français** (42% chez les bénéficiaires de la CMU, 38% parmi les personnes dont les revenus du foyer sont inférieurs à 1.500 € nets/mois, 37% pour les personnes atteintes d'une affection longue durée, 40% dans la tranche d'âge 25-34 ans).

En outre, pour financer le remboursement de la dette sociale, le PLFSS pour 2011 choisit de taxer les complémentaires santé qui vont répercuter cette taxe sur ceux qui peuvent encore se les offrir malgré l'augmentation constante de leur prix au fil des transferts de charges de l'Assurance maladie vers les mutuelles et les assurances.

Ces transferts de charges sont ressentis par :

- ✓ **73% des Français comme un accroissement des inégalités de santé,**
- ✓ **54% des Français à la première étape de la privatisation du système de santé** (63% dans la tranche d'âge des 35-49 ans et 62% pour les 25-34 ans) ;

---

<sup>1</sup> Interviews effectuées du 30 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 2010, par téléphone, auprès d'un échantillon de 1.004 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus (méthode des quotas).

Et l'augmentation des cotisations des mutuelles et des assurances qu'induisent ces transferts de charges pourrait pousser les Français qui en disposent :

- ✓ à **la résilier pour 35% d'entre eux** (48% chez les 25-34 ans, 42% parmi les personnes dont les revenus du foyer sont inférieurs à 1.500 € nets/mois) ;
- ✓ à **baissier de gamme en prenant un contrat moins cher mais offrant une couverture plus limitée pour 43% d'entre eux** (56% chez les 35-49 ans, 48% parmi les personnes dont les revenus du foyer sont inférieurs à 1.500 € nets/mois).

**Le CISS déplore l'absence de courage politique qui mène à la déstabilisation de l'Assurance maladie solidaire et universelle au profit d'une logique assurantielle.**

**Plus que jamais il réclame un débat public de grande ampleur sur les choix de financements du système de santé français qui à un an de l'échéance présidentielle doit figurer dans l'agenda politique si l'on veut sauver notre assurance maladie solidaire et universelle.**

**Contact presse :**

Marc Paris – Responsable communication – Tél. : 01 40 56 94 42 / 06 18 13 66 95